La France et l'Allemagne fêtent 50 ans d'amitié

En janvier 2013, sera célébré le 50e anniversaire du Traité de l'Élysée, qui relança la coopération franco-allemande.

Alors que François Hollande et Angela Merkel s'apprêtent à commémorer, demain, le 50e anniversaire du célèbre « Discours à la jeunesse allemande », prononcé (en allemand !) par le Général de Gaulle à Ludwigsburg (Bade-Wurtemberg), un autre anniversaire, moins consensuel, de l'histoire commune de leurs deux pays au sein de l'Union européenne mérite tout autant qu'on s'y attarde.
Le 20 septembre 1992, le référendum sur le Traité de Maastricht, signé sept mois auparavant, a vu une très courte majorité des Français (51 %) se prononcer en faveur de ce texte.
Parmi les dispositions du Traité, la plus spectaculaire était sans conteste la feuille de route vers la monnaie commune.
A beaucoup d'égards, le débat acharné de la campagne référendaire et les clivages qu'il dessinait au sein des partis politiques préfiguraient déjà celui du référendum sur le traité constitutionnel en 2005.
A la différence près que l'autorité du Président Mitterrand était encore suffisamment forte pour faire basculer le vote vers le « oui », malgré un scepticisme grandissant parmi les citoyens.

Débat acharné

L'un des aspects les plus intrigants de cette campagne fut cependant la place qu'y occupait l'Allemagne.
Pour les uns, il s'agissait, en votant « oui », d'arrimer pour de bon ce voisin encombrant dans une communauté contraignante.
Pour les autres, c'était justement se soumettre au « diktat » d'une Allemagne arrogante et de sa banque fédérale toute puissante qui imposeraient leur loi à toute l'Europe.
La presse nationale faisait dans la surenchère. Des articles généralement illustrés par des aigles menaçants ou des images de Helmut Kohl à la silhouette écrasante.
Lorsqu'on relit ces polémiques aujourd'hui, on s'en amuserait presque.
Alliée fidèle et fiable depuis des décennies, la République fédérale n'inspire plus ce genre de peurs diffuses.
Même si la crise économique qui secoue l'Europe l'a rendue encore plus forte au sein d'une Union à la fois plus large et plus faible qu'il y a vingt ans. Aujourd'hui, le vrai danger pour la France et l'Europe n'est pas la puissance relative de l'Allemagne, mais l'Euroscepticisme grandissant qui la gangrène désormais.
On comprend que M. Hollande et Mme Merkel s'accrochent aux symboles forts du passé, en espérant passer un message à leurs populations respectives. Une fête réussie à Ludwigsburg, c'est tout le mal qu'on leur souhaite.

Albrecht SONNTAG*
Titulaire de la chaire Intégration européenne à l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers.